

AVIS DE DÉSISTEMENT D'UNE ACTION COLLECTIVE

Le 29 janvier 2019, le demandeur a présenté une demande pour autoriser l'exercice d'une action collective et pour attribuer le statut de représentant à la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, sous le numéro de dossier 500-06-000973-194, au nom du groupe suivant :

Toutes les personnes au Canada et subsidiairement, au Québec, qui possède un produit Apple incluant un iPhone, Apple Watch, iPad, iPod et/ou un Macbook (ci-après « Produits Apple ») opérant sur un système d'exploitation iOS 12.1 ou plus récent et qui ont utilisé l'application Facetime, ou tout autre groupe à être déterminé par la Cour.

Le 9 octobre 2019, la Cour supérieure du Québec a autorisé le demandeur à se désister des procédures judiciaires.

SOYEZ AVISÉS que maintenant que la Cour a permis le désistement, l'action collective est terminée. Les délais de prescription ne sont plus suspendus. Par conséquent, les membres du groupe ne seront plus représentés par l'action collective et il leur appartiendra d'instituer leurs propres demandes judiciaires, si ils le désirent.

NOTICE OF DISCONTINUANCE OF A CLASS ACTION

On January 29th, 2019, the Plaintiff instituted a Motion to Authorize the Bringing of a Class Action and to Ascribe the Status of Representative in the Superior Court of Quebec, district of Montreal, under file number 500-06-000973-194, on behalf of the following class :

All persons in Canada and alternatively, in Quebec, who possess an Apple product, including an iPhone, Apple Watch, iPad, iPod and/or a MacBook (hereinafter referred as "Apple Products") running iOS 12.1 or later, and who used the FaceTime application, or any other Class to be determined by the Court.

On October 9th, 2019, the Superior Court of Quebec authorized the Plaintiff to discontinue the legal proceedings against the Defendants;

BE ADVISED that now that the Court has allowed the discontinuance, the class action is terminated. Limitation periods (i.e. prescription) are no longer suspended. Therefore, class members will no longer be represented by the class action and will be required to pursue their own legal claims, should they so desire.